finances

Débat d'Orientations Budgétaires

Conseil municipal du 13 février 2021

Commentry

I – LE CONTEXTE NATIONAL

2020 se caractérise évidemment par la crise mondiale qui laisse derrière elle un paysage sinistré socialement et économiquement. Alors qu'elle était sanitaire, cette crise est devenue, par sa longueur et son contenu, une crise économique qui va malheureusement se prolonger en 2021. En 2020, la France a ainsi connu la plus forte récession depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 au premier semestre 2020. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile, aéronautique) et les services de transport. L'accélération des contaminations depuis la fin de l'été a conduit à un nouveau confinement national le 30 octobre pour une durée de 4 semaines. L'activité économique devrait à nouveau se contracter au 4ème trimestre après un recul de 4.3% en glissement annuel.

Le Conseil d'analyse économique a montré que 70% du surcroît d'épargne avait été concentré sur les 20% des ménages les plus aisés. Au contraire les 20% les plus pauvres, eux, ont dû s'endetter. Fin octobre, plus de 2 millions de personnes touchaient le Revenu de solidarité active (RSA), soit 140.000 de plus depuis le début de la crise. Les suppressions d'emplois ont d'abord touché les plus précaires, ceux qui étaient en contrats courts.

D'autre part, sur l'année, l'INSEE estimait la baisse de consommation en 2020 à environ 7% par rapport à 2019, dans sa note de conjoncture de décembre.

Enfin, la dette publique française a fortement augmenté pour atteindre environ 120 % du PIB à la fin de l'année 2020. Si la majeure partie de la dette publique correspond à des investissements qui nourrissent l'activité économique, le dogme de sa limitation et de son remboursement peut faire craindre à de nouvelles coupes budgétaires sur les collectivités locales à l'avenir.

L'inflation :

Depuis le début de la pandémie mondiale, l'inflation de l'indice des prix à la consommation français a fortement baissé, passant de 1.5% en janvier à 0% en septembre, son plus bas niveau depuis mai 2016.

Cette forte baisse de l'inflation est principalement due à l'effondrement des prix de certains biens et services, induit par une plus forte baisse de la demande mondiale relativement à celle de l'offre mondiale induite par l'instauration de confinements dans de nombreux pays. La chute des prix du pétrole est ainsi largement à l'origine de la disparition de l'inflation française. Au regard de la hausse attendue du chômage, l'inflation devrait être principalement guidée par les prix du pétrole et devrait atteindre 0.5 % en moyenne en 2020 et demeurer à 0.6 % en 2021.

II- L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE PESE DÉJÀ LOURDEMENT SUR LES CAPACITES D'INVESTISSEMENT A VENIR DES COMMUNES

Pour la **commune de Commentry**, la crise sanitaire en 2020 :

- A créé de nouvelles dépenses de fonctionnement sur l'achat de masques pour les enfants de la commune mais également pour ses agents ainsi que la mise à disposition de gel hydro-alcoolique sur l'ensemble des ERP (établissement recevant du public), des bâtiments communaux et sur la voie publique les jours de marché.
- A engendré un nouveau protocole de désinfection et d'entretien des locaux qui augmente l'utilisation des produits sanitaires et modifie le cycle travail du personnel communal.
- A modifié les accueils du public sur tous les établissements communaux (mairie, Pléiade, piscine, point infos jeunesse, maison des associations, écoles, garderie, restaurants scolaires…) avec notamment l'installation d'hygiaphones pérennes.

Au-delà de ces dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services publics, les recettes de la collectivité sont fortement impactées. Les différentes évaluations à ce sujet prévoient une diminution conséquente des recettes, notamment fiscales, des collectivités locales. L'association des maires de France estime ainsi les pertes globales à 20 milliards d'euros entre 2020 et 2022. Le Gouvernement les chiffre provisoirement à 4 milliards en 2020 et 10 milliards en 2021.

L'ensemble des communes de France est affecté à différent degré. Toutes les communes doivent faire face, à plus ou moins court terme, aux baisses de redevances liées à la fermeture de certains services publics (équipements sportifs ou culturels, école de musique), la perte des droits de place dans les marchés, la diminution des droits de mutation à titre onéreux…

III – LA LOI DE FINANCES

1. - La Taxe d'Habitation

Les bases et taux de TH figés en 2020

Pour rappel, la loi de finances pour 2020 prévoit une suppression du produit de la Taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes, pour le bloc communal à partir de 2021.

En compensation de la suppression de la TH, les communes percevront la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties.

En 2021, la recette attendue sera composée du produit de la TH 2020 (taux 2017) et la moyenne des rôles supplémentaires (2018-2020) ainsi que la moyenne des compensations d'exonération (2018-2020).

Transfert de la part départementale de taxe sur le foncier bâti aux communes à compter de 2021

Afin de compenser la suppression de la taxe d'habitation, la loi de finances prévoit le transfert de la part départementale de taxe sur le foncier bâti aux communes à compter de 2021.

Ainsi le taux de TFB 2021 de chaque commune sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti et du taux communal de foncier bâti 2019.

Un coefficient correcteur sera également mis en place afin de neutraliser les écarts de compensation. L'année de référence pour les taux et abattements de TH des communes pris en compte sera 2017.

Pour information, l'article 4 de LF 2021 prévoit également de modifier la règle de revalorisation annuelle de la valeur locative des établissements industriels. Cette modification aura pour conséquence une réduction de moitié des cotisations d'impôts fonciers. L'article prévoit également l'institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux communes, aux EPCI (à fiscalité propre). Elle sera égale au produit obtenu en multipliant, chaque année, la perte de bases résultant de la mesure par le taux de TFPB et de CFE appliqué en 2020.

La compensation de la part supprimée est basée sur les taux 2020 (qui resteront figés) : en cas de hausses de taux, la compensation n'en tiendra pas compte, seul le dynamisme des bases sera pris en compte.

2.- Dotations et péréquation

La dotation forfaitaire des communes

La loi de finances 2021 n'introduit pas de modification dans le calcul de la dotation forfaitaire qui continuera d'évoluer en fonction de l'évolution de la population DGF et de l'écrêtement si le potentiel fiscal de la commune est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen. La crise sanitaire de 2020 aura une influence sur le potentiel fiscal de chaque collectivité durant la prochaine année. Une évolution de l'écrêtement peut être constatée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes du pays. La prévision est le maintien de la base de DGF 2020 avec un écrêtement moyen des 2 dernières années soit une baisse supplémentaire de 87 956 € inscrivant une recette de DGF pour 2021 de 20 000 €.

Les dotations de péréquation verticales (DSR, DSU …)

Le PLF 2021 prévoit les mêmes abondements qu'en 2019 à savoir +90M€ sur la DSR comme en 2020. Le montant prévu est équivalent à celui de 2020 soit 50 000 €.

Le FPIC

L'enveloppe globale du FPIC ne connait pas de modification en 2021 et reste figée à 1 milliard d'euros comme décidé en loi de finances pour 2019.

Néanmoins la prospective prévoit un montant de contribution supérieur de 10 000 €, soit une somme de 230 000 € et un reversement stable à 60 000 €.

3.- Les autres mesures

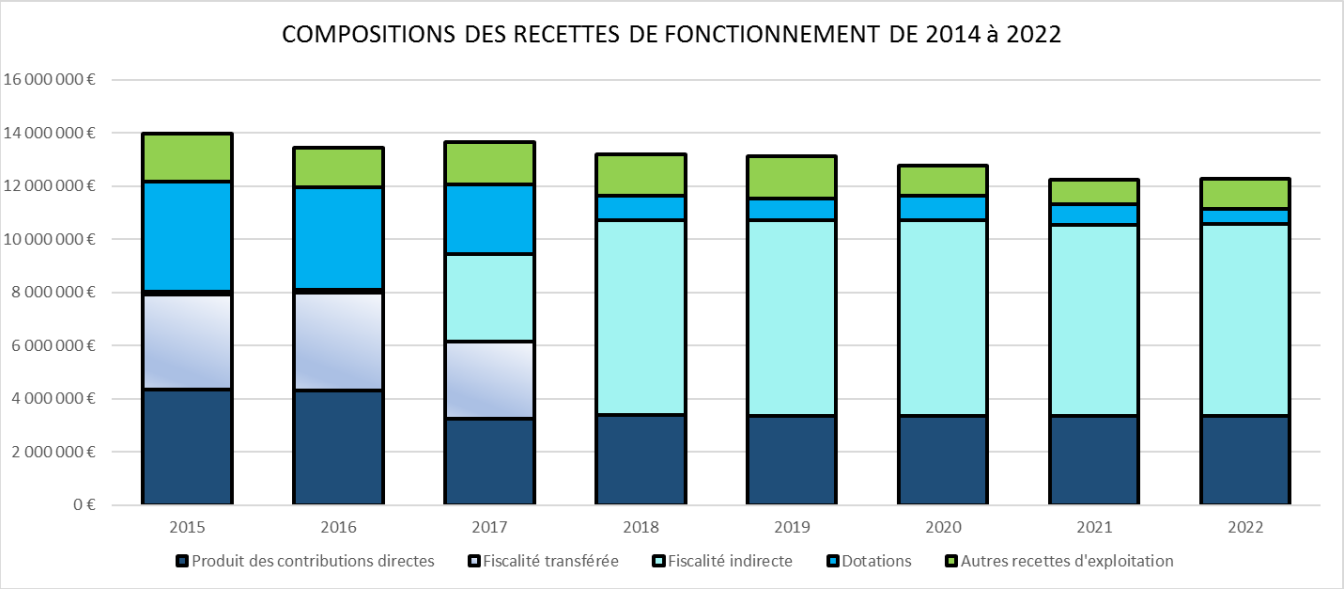
Évolution d'un indicateur majeur : le potentiel fiscal

Calcul du potentiel fiscal	Application des taux moyens nationaux sur les bases fiscales
La suppression de la TH sur les résidences principales	Modification du taux moyen national de taxe foncière Correction artificielle des bases de taxes foncières de la commune via un coefficient correcteur
La réforme d'évaluation des bases de TFB des locaux industriels	Correction des valeurs locatives et donc des bases de fiscalité de TFB des locaux industriels
LF 2021	En 2021 : maintien des conditions de calcul sur la base des chiffres 2020 En 2022 : correction des indicateurs financiers afin d'éviter que cette réforme ne déstabilise la répartition actuelle des dotations

Nouveau report de l'automatisation du FCTVA

La LF 2021 prévoit dans son article 57, l'application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA. Repoussée lors des lois de finances pour 2019 puis 2020, la première phase débutera dès janvier 2021. Le dispositif exposé vise à dématérialiser l'ensemble de la procédure d'instruction, de contrôle et du versement du FCTVA avec plusieurs bénéfices associés : fiabilité de la prévision, gestion moins lourde pour les collectivités et pour les services de l'État permettant de raccourcir le délai de versement.

IV - LE CONTEXTE COMMUNAL - LE FONCTIONNEMENT



Le graphique ci-dessus dépeint très clairement l'évolution de la situation des recettes de la collectivité depuis 2015.

Les recettes totales ont diminué de 1 861 019 € entre 2015 et 2021 (hors cession d'actif).

Les dotations de l'état ont largement diminué sur la période de référence. L'augmentation de 2020 correspond à la recette de la compensation pour travaux d'entretien de voirie sur les voies départementales transférées de 140 000 € en 2020.

Au final, la baisse des recettes directes se monte à 1 019 446 € (entre 2019 et 2021. Cette diminution est aussi due à la baisse des autres produits d'exploitation qui correspond pour la majorité à l'absence du remboursement des charges salariales des services d'eau et l'assainissement transférés au SMEA en 2020 puis une baisse simultanée des dotations et des participations des autres établissements publics.

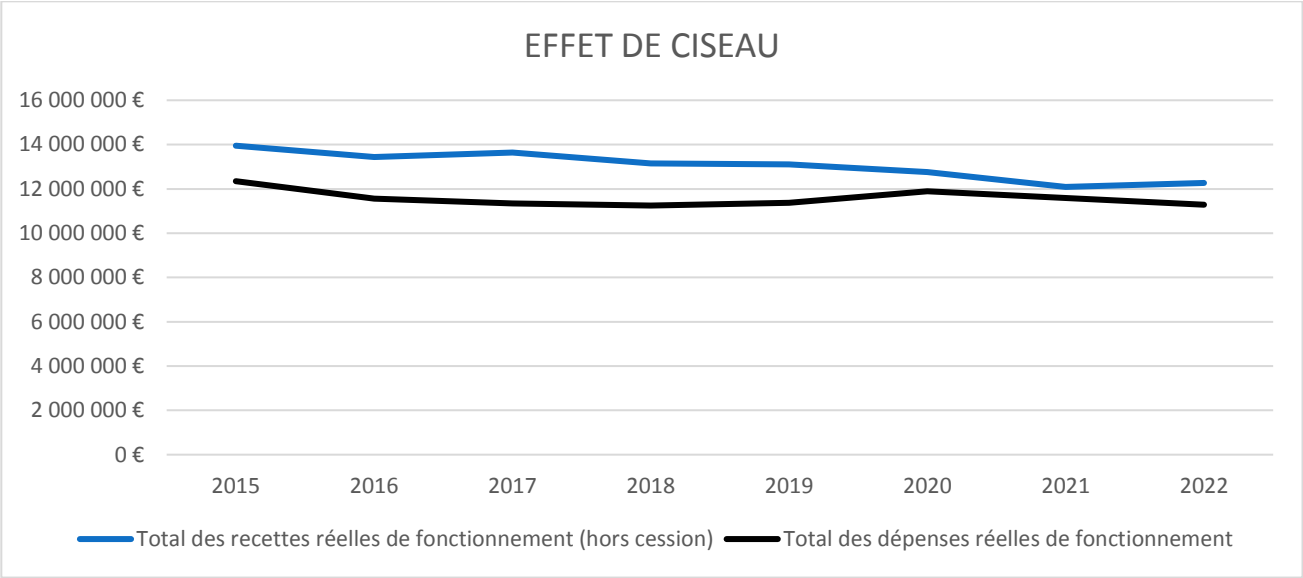
Cette baisse générale des recettes comprime le budget communal et rend nécessaire une diminution des dépenses pour garantir l'investissement dans un contexte budgétaire impacté par les dépenses liées au renforcement de la sécurité sanitaire.

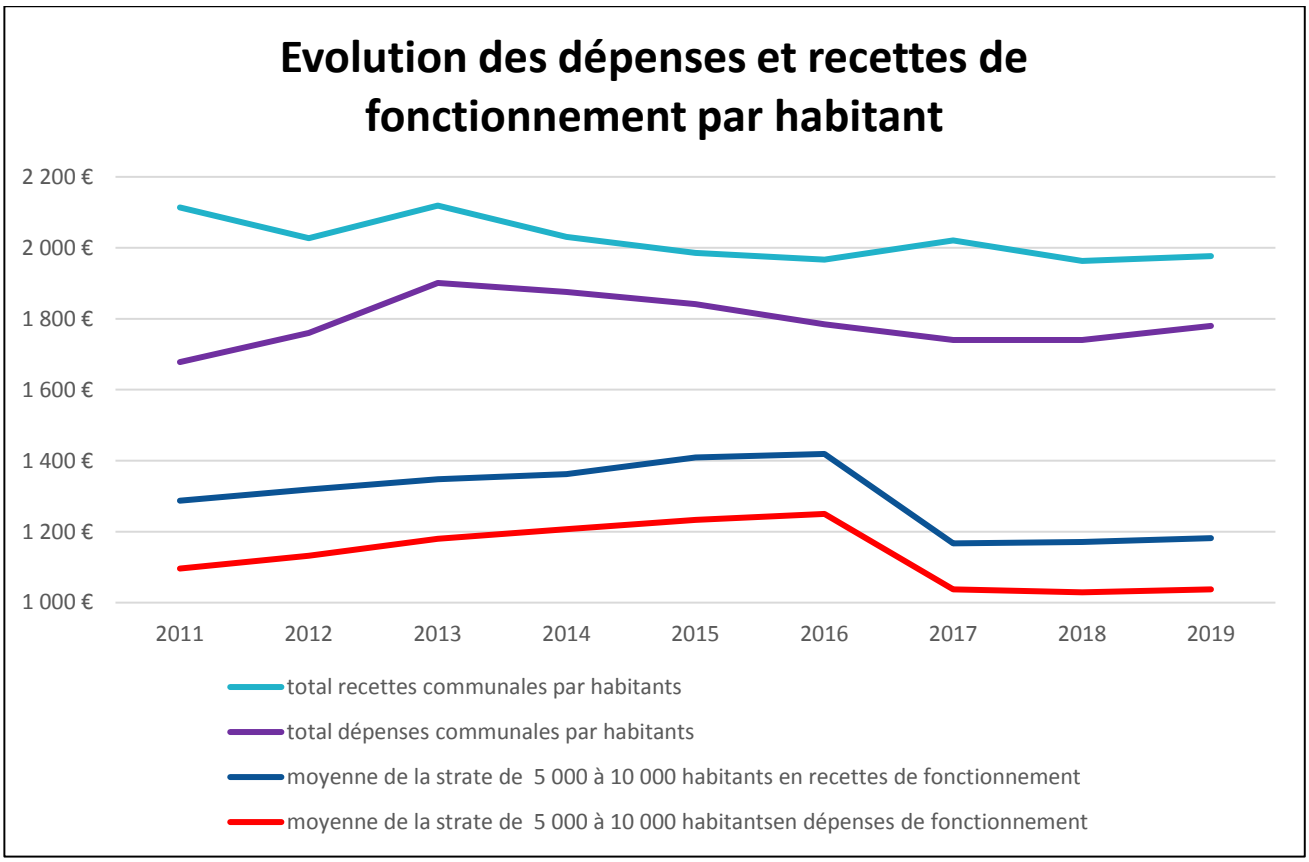
Les recettes étant limitées et les dépenses en augmentation, l'effet ciseaux (évolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation) s'accentue nécessairement. C'est une prévision prudente pour les recettes, qui nous le souhaitons, seront revues à la hausse, soit au moment du budget supplémentaire soit en cours d'année 2021.

Ainsi pour Commentry, les variations sont les suivantes :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2015
Recettes de fonctionnement (hors cessions) En euros	13 949 328	13 444 485	13 642 231	13 152 587	13 107 754	12 756 568	12 088 309	12 262 660	-1 686 668
Evolution n-1	-1,56%	-3,62%	1,47%	-3,59%	-0,34%	-2,68%	-5.24%	1.44%	-12.09%
Dépenses de fonctionnement En euros	12 347 461	11 554 594	11 346 319	11 247 789	11 365 357	11 886 609	11 587 339	11 290 613	-1 056 848
Evolution n-1	-0,22%	-6,42%	-1,80%	-0,87%	1,05%	4,59%	-2,52%	-2,56%	-8.56%

La diminution progressive des recettes de fonctionnement et les charges de fonctionnement devenues incompressibles (sans diminution du service aux usagers) accentuent l'effet ciseaux.





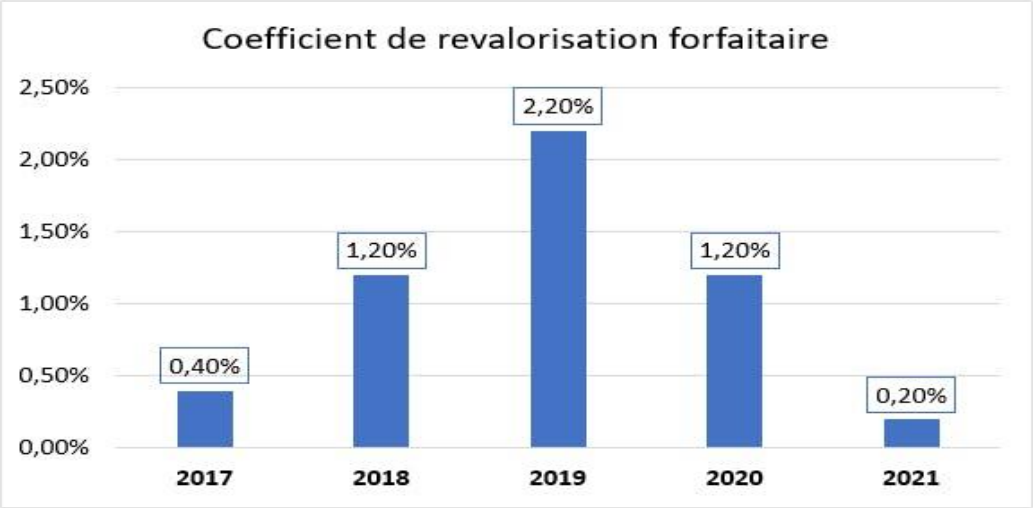
Sur le graphique ci-dessus on constate que la commune, au-delà de percevoir des recettes nettement supérieures à sa strate (5 000 à 10 000 habitants) et compte tenu de ses dépenses, maintient son résultat de fonctionnement. En effet, la commune dégage un résultat de fonctionnement de 197 € par habitant contre 145 € pour les communes de même strate pour l'année 2019 (éléments issus des Comptes individuels des collectivités – Ministère de l'Action et des Comptes publics) qu'il faut maintenir pour réaliser l'autofinancement d'une partie des dépenses d'équipement.

1 - Les recettes de fiscalités ménages

Bien que la taxe d'habitation sur les résidences principales soit supprimée dès l'année prochaine, les bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et de la taxe foncière (en ce qui concerne les locaux d'habitation) seront soumises au coefficient de revalorisation légalement prévu à l'article 1518 du CGI. Ce coefficient est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.

Au regard de la crise sanitaire de la Covid-19 et malgré les politiques monétaires de la Banque Centrale Européenne, l'inflation n'est pas au rendez-vous. Ce sont essentiellement les prix des produits manufacturés qui ont diminué cette année (-0,3%) pénalisant ainsi l'inflation globale. Sur un an, l'IPCH est ressorti à +0,2% en novembre 2020.

Ainsi, le coefficient qui sera appliqué en 2021 s'élèvera à 1,002 soit une augmentation des bases de + 0,20%.



2 - La fiscalité professionnelle unique

Commentry Montmarault Néris Communauté est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique. Le montant de l'attribution de compensation 2021 et suivant est fixée à 7 073 232 € (nouveau montant déduction faite de la contribution SDIS transférée à la Communauté de Communes).

3 - Les dotations et participations

La dotation globale de fonctionnement (DGF) est dite « stable » en 2021 par rapport à 2020, avec 18,3Md€ pour le bloc communal et 8,5 Md€ pour les départements soit 26,8 Md€ au total.

Au vu des abondements inscrits dans la loi de finances, l'écrêtement devrait être similaire à celui de 2020. La commune prévoit une diminution de la DGF, le montant prévu est de 87 956 € en 2021 et la DGF serait négative en 2022.

Il est prévu une légère baisse des compensations fiscales et un maintien des participations sur 2021 (hors le versement exceptionnel des 140 000 € pour l'entretien des voiries transférées) car les contrats nationaux sur l'aménagement et le développement du territoire sont prolongés d'un an.

4 – Les produits de services

Les produits de services de la commune ont été impactés par la crise sanitaire. Le détail des baisses pour 2020 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

ANNEES / RECETTES	2018	2019	2020	Moyenne 2018/2019	Variation avec moyenne 2018/2019 et 2020
Cours Ecole de Musique	23 539 €	24 184 €	19 271 €	23 862 €	-4 591 €
Entrées Piscine	164 091 €	153 915 €	77 150 €	159 003 €	-81 853 €
Abonnement Pléiade	6 386 €	5 589 €	2 335 €	5 988 €	-3 653 €
Frais de garderie	22 779 €	22 974 €	17 103 €	22 877 €	-5 774 €
Repas Restaurants scolaires	101 213 €	110 352 €	76 151 €	105 783 €	-29 632 €
TOTAL	**318 008 €**	**317 014 €**	**192 010 €**	**317 511 €**	**-125 501 €**

TABLEAU TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

En euros	Éléments des comptes administratifs					Prospective		
	2015	2016	2017	2018	2019	CA provisoire 2020	2021	2022
Produit des taxes directes	4 265 580	4 234 402	3 217 200	3 242 578	3 323 696	3 339 159	3 345 838	3 354 177
Taxe additionnelle FNB	5 451	0	0	0	0	0	0	0
Rôles supplémentaires	53 360	60 474	11 768	145 926	29 908	14 132	0	0
Produit des contributions directes	**4 324 391**	**4 294 876**	**3 228 968**	**3 388 504**	**3 353 604**	**3 353 291**	**3 345 838**	**3 354 177**
CVAE	619 764	682 591	0	0	0	0	0	0
- TASCOM	29 396	40 844	0	0	0	0	0	0
- IFER	37 586	39 288	0	0	0	0	0	0
FNGIR	2 913 644	2 913 644	2 913 648	0	0	0	0	0
Fiscalité transférée	**3 600 390**	**3 676 367**	**2 913 648**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Attribution de compensation	0	0	3 151 663	7 211 170	7 211 170	7 211 170	7 073 232	7 073 232
FPIC	0	0	52 856	49 867	47 351	64 237	60 000	60 000
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine	4 027	3 785	3 832	3 918	3 875	4 369	0	0
Taxe de séjour	2 846	2 751	3 435	2 057	2 056	578	0	0
Taxes sur la publicité	9 226	9 280	8 759	3 606	3 949	4 024	5 000	5 000
Taxe additionnelle aux droits de mutation	71 138	101 828	72 492	59 780	77 522	81 417	64 389	64 389
Autres taxes	0	0	0	0	0	22	0	0
Fiscalités indirectes	**87 236**	**117 644**	**3 293 037**	**7 330 397**	**7 345 922**	**7 365 817**	**7 202 621**	**7 202 621**
DGF, dotation forfaitaire	1 797 451	1 477 075	349 501	269 490	173 442	107 956	20 000	- 6 979
Dotation de solidarité rurale - DSR	43 637	46 648	48 333	49 528	50 902	50 827	50 000	49 691
FCTVA	0	0	22 219	36 284	43 373	42 117	35 000	35 000
DGD	0	21 672	0	0	0	0	0	0
Participations	291 904	361 853	371 374	292 470	336 330	520 295	314 000	300 000
Compensations fiscales	1 525 519	425 147	317 519	254 449	213 018	212 737	201 000	201 000
DCRTP	510 674	1 532 018	1 532 018	0	0	0	0	0
Dotations	**4 169 185**	**3 864 413**	**2 640 964**	**902 221**	**817 064**	**933 932**	**620 000**	**578 712**
Atténuation de charges	307 304	174 568	224 692	172 058	224 331	172 277	130 000	130 000
Produits des services	1 137 168	1 142 077	1 191 407	1 155 741	1 176 446	729 021	656 130	900 000
Autres produits de gestion courante	83 348	100 285	111 975	147 532	162 402	145 795	116 570	80 000
Produits financiers	19 696	10 627	10 780	12 044	14 018	7 150	7 150	7 150
Produit des cessions d'immobilisations	31 948	3 911	26 377	34 860	18 120	16 280	0	0
Produits exceptionnels	220 609	63 628	26 762	44 091	13 966	49 286	10 000	10 000
Autres recettes d'exploitation	**1 800 073**	**1 495 096**	**1 591 992**	**1 566 325**	**1 609 283**	**1 119 808**	**919 850**	**1 127 150**
Total des recettes réelles de fonctionnement	**13 981 275**	**13 448 396**	**13 668 608**	**13 187 447**	**13 125 874**	**12 772 848**	**12 088 309**	**12 262 660**

5 - Les dépenses

Les charges à caractère général sont en augmentation par rapport à la réalisation 2020. La prévision étant limitative et le contexte sanitaire demandant plus de prudence, ce montant est prévu pour pallier aux aléas, tout en restant en dessous des crédits ouverts pour 2020. Elle comprend les dépenses de l'année 2021, avec un maintien des mesures de sécurité sanitaire, prévoit les dossiers techniques amiante pour les bâtiments communaux, la vérification de l'état sanitaire des espaces verts et des travaux en régie.

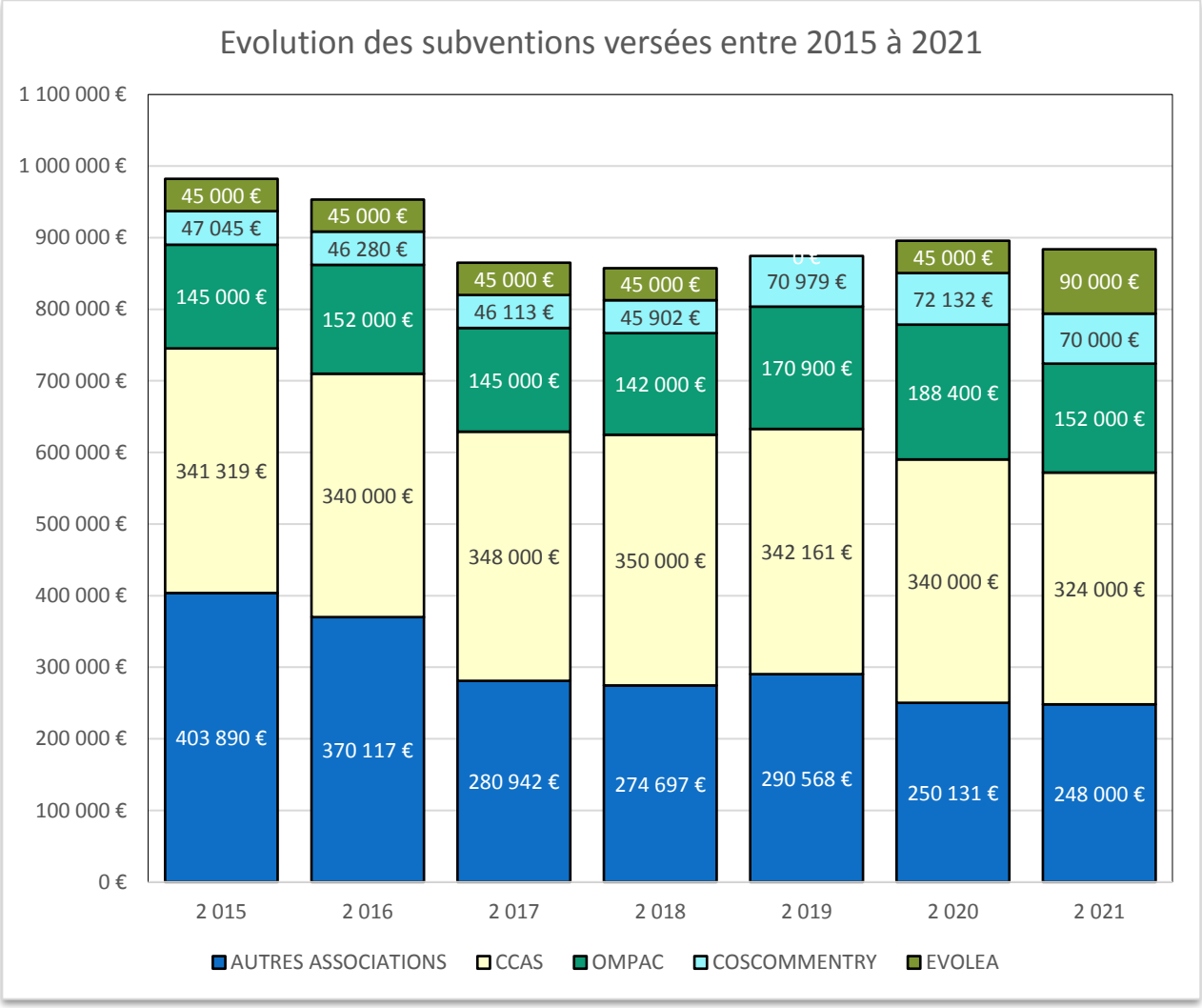
Pour 2020, les charges liées aux nouveaux protocoles sanitaires s'élèvent à environ 7 500 € en produits et petites fournitures, les aménagements d'accueil pour la mairie, la piscine et la médiathèque à 8 000 €.

Les charges de personnel augmentent de plus de 300 000 € en 2021 par rapport à 2020 en raison d'un nouveau volet au Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), les avancements de grade de 2020 (repoussé) et 2021, des heures supplémentaires et saisonniers possibles si les activités reprennent.

Du point de vue des ressources humaines, dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, les lignes directrices de gestion sont en construction et alors que de nombreux départs en retraite interviendront durant le mandat, il s'agit d'avancer vers des solutions pérennes de limitation des dépenses (postes étudiés au cas par cas pour décider du remplacement ou non, solutions de mutualisation des compétences et de formation, polyvalence, recrutements en apprentissage…).

Les contingents obligatoires sont en diminution avec le transfert de celui du SDIS à la Communauté de Communes, opération qui se neutralise par la baisse de l'AC (attribution de compensation) versée par la Communauté de Communes. Les subventions d'équilibre aux budgets annexes augmentent largement, notamment avec la suppression des recettes de la location de l'Agora.

La rationalisation des dépenses est assurée grâce notamment à un contrôle plus rigoureux des bons de commande.



En 2020, les subventions versées n'ont pas compris de subvention évènementielle, en raison de la situation sanitaire, les évènements festifs n'ont pas eu lieu.

Les charges de subventions restent stables par rapport à 2020 avec un versement de 90 000 € à EVOLEA pour l'entretien des espaces verts (non versé en 2019).

Les charges exceptionnelles comprennent en 2020 et 2021 le remboursement des résultats de l'eau et l'assainissement.

TABLEAU TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

En euros	Éléments des comptes administratifs					Prospective		
	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**CA provisoire 2020**	**2021**	**2022**
Charges à caractère général	3 075 493	2 652 630	2 612 603	2 566 157	2 678 568	2 598 500	2 850 560	2 800 000
Charges de personnel et frais assimilés	6 885 134	6 650 339	6 813 950	6 807 485	6 930 137	6 393 431	6 694 010	6 700 000
Contingents et participations obligatoires	264 035	247 062	248 969	269 661	316 538	301 344	167 650	169 327
Subventions versées	1 146 407	1 114 706	978 820	892 623	924 423	939 229	1 002 600	1 002 600
Autres charges de gestion courante	151 043	169 444	169 112	183 131	174 509	170 042	206 690	206 690
Autres charges de gestion courante	**1 561 484**	**1 531 212**	**1 396 901**	**1 345 416**	**1 415 470**	**1 410 615**	**1 376 940**	**1 378 617**
Intérêts de la dette (art 66111)	**413 691**	**222 180**	**196 445**	**181 027**	**169 239**	**147 846**	**137 421**	**141 552**
Intérêts courus non échus – ICNE	13 588	-4 876	-4 590	-4 307	-4 433	0	-1 212	-1 055
Autres charges financières	14 646	0	0	0	0	0	0	0
Autres reversements	0	0	2 390	0	0	105 158	77 000	0
FPIC	347 249	471 031	202 211	231 076	158 757	220 126	230 000	241 500
Charges exceptionnelles	36 175	32 078	23 410	120 935	17 619	1 010 933	222 620	30 000
Dotations aux provisions	0	0	103 000	0	0	0	0	0
Sous-total charges d'exploitation	**411 658**	**498 233**	**326 421**	**347 704**	**171 943**	**1 336 217**	**528 408**	**270 445**
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**12 347 461**	**11 554 594**	**11 346 319**	**11 247 789**	**11 365 357**	**11 886 609**	**11 587 339**	**11 290 613**

V – LE CONTEXTE COMMUNAL – LES INVESTISSEMENTS

Les recettes d'investissement comprennent une somme importante de subventions d'équipement qui sont probables pour les 649 650 € et notifiées pour les 378 214 € restantes à percevoir sur 2021. L'emprunt, souscrit en 2020 à réaliser sur 2021, concerne les travaux énergétiques de la Pléiade qui bénéfice d'une enveloppe normée auprès de la Caisse des Dépôts.

TABLEAU DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

En euros	Eléments des comptes administratifs					Prospective		
	2015	2016	2017	2018	2019	CA provisoire 2020	2021	2022
FCTVA (art 10222)	**230 120**	**1 738 842**	**215 790**	**400 967**	**488 026**	**381 946**	**300 000**	**250 000**
Emprunts déjà souscrits	0	0	0	0	0	444 400	55 600	0
Emprunts en cours	768 645	0	1 000 000	800 000	600 000	0	0	0
Emprunts prospective	0	0	0	0	0	0	500 000	500 000
EMPRUNTS	**768 645**	**0**	**1 000 000**	**800 000**	**600 000**	**444 400**	**555 600**	**500 000**
Taxe d'urbanisme	18 859	15 521	25 158	18 313	17 971	19 643	19 643	19 643
Subventions perçues liées au PPI	79 635	0	74 034	1 123 637	534 272	691 012	649 650	400 000
subvention en restes à réaliser de recettes 2020	0	0	0	0	0	0	378 214	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	15 000	0	0
Opérations pour compte de tiers en recette	0	0	0	0	0	4 172	0	0
Autres recettes	386 880	640	0	0	808	0	0	0
AUTRES RECETTES	**485 374**	**16 161**	**99 192**	**1 141 951**	**553 051**	**729 827**	**1 047 507**	**419 643**
Total des recettes réelles d'investissement	**1 484 139**	**1 755 003**	**1 314 982**	**2 342 918**	**1 641 077**	**1 556 173**	**1 903 107**	**1 169 643**

TABLEAU DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

En euros	Eléments des comptes administratifs					Prospective		
	2015	2016	2017	2018	2019	CA provisoire 2020	2021	2022
Dépenses d'équipement	3 091 595	1 325 902	2 495 948	3 077 751	2 703 397	2 085 333	2 406 700	2 418 860
Restes à réaliser 2020							1 014 381	
Subventions d'équipement	143 431	130 997	109 588	69 912	9 338	0	0	0
Sous-total dépenses d'équipement	**3 235 026**	**1 456 898**	**2 605 536**	**3 147 663**	**2 712 735**	**2 085 333**	**3 421 081**	**2 418 860**
Autres investissements hors PPI	0	193 440	193 440	15	0	320 000	0	0
Remboursement capital de la dette	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 329	597 147	549 906	563 394
Autres immobilisations financières	24 995	30 563	19 351	410 566	15 750	0	0	0
Opérations pour compte de tiers en dépense	0	0	0	0	0	4 172	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	**4 346 404**	**2 416 539**	**3 509 085**	**4 303 386**	**3 499 814**	**3 006 653**	**3 970 987**	**2 982 254**

Les autres dépenses d'investissement hors PPI :

- pour les années 2016 et 2017 correspondent au remboursement de l'avance de FCTVA à taux zéro octroyée pour le plan de relance 2015.
- pour 2020 sont les résultats de l'eau et l'assainissement transférés.

Et Les dépenses d'équipements 2021 comprennent des restes à réaliser de 2020 prévus pour 1 014 381 €. L'excédent global de clôture 2020 viendra financer ces restes à réaliser.

VI - LA SYNTHESE DU BUDGET GENERAL

	Éléments des comptes administratifs					Prospective		
	2015	2016	2017	2018	2019	CA provisoire 2020	2021	2022
Produit des contributions directes	4 324 391	4 294 876	3 228 968	3 388 504	3 353 604	3 353 291	3 345 838	3 354 177
Fiscalité transférée	3 600 390	3 676 367	2 913 648	0	0	0	0	0
Fiscalité indirecte	87 236	117 644	3 293 037	7 330 397	7 345 922	7 365 817	7 202 621	7 202 621
Dotations	4 169 185	3 864 413	2 640 964	902 221	817 064	933 932	620 000	578 712
Autres recettes d'exploitation	1 800 073	1 495 096	1 591 992	1 566 325	1 609 283	1 119 808	919 850	1 127 150
Total des recettes réelles de fonctionnement	**13 981 275**	**13 448 396**	**13 668 608**	**13 187 447**	**13 125 874**	**12 772 848**	**12 088 309**	**12 262 660**
Charges à caractère général	3 075 493	2 652 630	2 612 603	2 566 157	2 678 568	2 598 500	2 850 560	2 800 000
Charges de personnel et frais assimilés	6 885 134	6 650 339	6 813 950	6 807 485	6 930 137	6 393 431	6 694 010	6 700 000
Autres charges de gestion courante	1 561 484	1 531 212	1 396 901	1 345 416	1 415 470	1 410 615	1 376 940	1 378 617
Intérêts de la dette	413 691	222 180	196 445	181 027	169 239	147 846	137 421	141 552
Autres dépenses de fonctionnement	411 658	498 233	326 421	347 704	171 943	1 336 217	528 408	270 445
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**12 347 461**	**11 554 594**	**11 346 319**	**11 247 789**	**11 365 357**	**11 886 609**	**11 587 339**	**11 290 613**
Epargne de gestion	**2 015 558**	**2 112 070**	**2 492 357**	**2 085 825**	**1 911 636**	**1 017 806**	**638 390**	**1 113 599**
Intérêts de la dette	413 691	222 180	196 445	181 027	169 239	147 846	137 421	141 552
Épargne brute	**1 601 866**	**1 889 891**	**2 295 913**	**1 904 798**	**1 742 397**	**869 960**	**500 969**	**972 047**
Remb d'assain/eau en fonct	**Décompte des dépenses et recettes de fonctionnement réalisées pour le compte des budgets eau et assain. et des résultats transférés**					**1 125 752**	**290 390**	
Épargne brute corrigée						**1 995 712**	**791 359**	
Remboursement capital de la dette	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 329	597 147	549 906	563 394
Épargne nette	**515 484**	**1 154 253**	**1 605 154**	**1 159 657**	**971 068**	**272 812**	**-48 937**	**408 653**
FCTVA	230 120	1 738 842	215 790	400 967	488 026	381 946	300 000	250 000
Emprunts	768 645	0	1 000 000	800 000	600 000	444 400	555 600	500 000
Autres recettes	485 374	16 161	99 192	1 141 951	553 051	729 827	1 047 507	419 643
Total des recettes réelles d'investissement	**1 484 139**	**1 755 003**	**1 314 982**	**2 342 918**	**1 641 077**	**1 556 173**	**1 903 107**	**1 169 643**
Sous-total dépenses d'équipement	3 235 026	1 456 898	2 605 536	3 147 663	2 712 735	2 085 333	2 406 700	2 418 860
Restes à réaliser 2020							1 014 381	
Autres invest. hors PPI	0	193 440	193 440	15	0	320 000	0	0
Remboursement capital de la dette	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 329	597 147	549 906	563 394
Autres dépenses d'investissement	24 995	30 563	19 351	410 566	15 750	4 172	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	**4 346 404**	**2 416 539**	**3 509 085**	**4 303 386**	**3 499 814**	**3 006 653**	**3 970 987**	**2 982 254**
Fonds de roulement en début d'exercice	3 535 327	2 306 876	3 539 141	3 667 328	3 646 519	5 376 320	4 812 080	3 245 170
Résultat de l'exercice	-1 228 451	1 232 266	128 187	-20 810	-98 220	-564 240	-1 566 911	-840 564
Fonds de roulement en fin d'exercice	**2 306 876**	**3 539 142**	**3 667 328**	**3 646 519**	**5 376 320(*)**	**4 812 080**	**3 245 170**	**2 404 605**
	(*)Dont 1 828 021 € de résultats d'eau et assainissement							
Capital Restant Dû cumulé au 01/01	7 890 448	7 589 028	6 853 463	7 162 705	7 217 563	7 046 234	6 893 487	6 899 181
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	7 589 028	6 853 463	7 162 705	7 217 563	7 046 234	6 893 487	6 899 181	6 835 787

Les années 2020 et 2021 sont grevées en fonctionnement comme en investissement des reversements de résultat d'eau et d'assainissement. L'épargne brute est corrigée des montants remboursés pour une meilleure comparaison.

Le montant du fonds de roulement de fin 2019 comprend les résultats des services des eaux et de l'assainissement transférés au cours des années 2020 et 2021 dans les charges de fonctionnement.

L'EPARGNE BRUTE :
Elle est la différence entre les recettes de fonctionnement (hors produits de cessions d'immobilisations, chapitre 77 produits exceptionnels - compte 775) et les dépenses de fonctionnement.

LE FONDS DE ROULEMENT :

Comme nous le précise la Cour de Comptes dans le rapport du 6 juillet 2017, le fonds de roulement est supérieur au seuil prudentiel d'un mois de couverture des charges courantes sur la période 2010 à 2015. L'effort de gestion réalisé par la commune est poursuivi car le fonds de roulement représente 3.36 mois de dépenses de fonctionnement pour l'année 2021 (sur la base du fonds de roulement estimé au 31/12/2021).

VII – TABLEAU PLURIANNUEL DES EQUIPEMENTS

Durant le mandat, la volonté est d'assurer un haut niveau d'investissement, malgré la tension budgétaire permanente, en s'appuyant évidemment sur l'ensemble des dispositifs de subvention existants ou à venir, et en n'hésitant pas à répondre aux appels à projet pertinents.

La relance économique de sortie de crise passera nécessairement par une politique volontariste en termes de commande publique.

Priorité est donnée pour la commune à la redynamisation du centre-ville, à l'entretien et la modernisation de nos infrastructures et à la réduction de notre parc immobilier inutilisé. Il s'agit d'améliorer le cadre de vie et les équipements pour les habitants, avec un soutien particulier à la jeunesse et au milieu associatif.

La pratique de la consultation des habitants sur les projets pourra être un outil utile.

Le travail en régie, lorsqu'il est générateur d'économies, sera favorisé.

Année	2021		2022
Intitulé	***Montant TTC***	***Subventions prévisionnelles***	***Montant TTC***
Total année + reste à réaliser	***3 421 081 €***	***1 144 864 €***	***2 418 860 €***
Restes à réaliser 2020	***1 014 381 €***	***378 214 €***	
INVESTISSEMENT PROPOSÉ	**2 406 700 €**	**766 650 €**	**2 418 860 €**
Subvention investissement	**170 000 €**	**0 €**	**112 000 €**
Subvention EVOLEA	170 000 €		112 000 €
Marchés publics	**5 000 €**	**0 €**	**5 000 €**
Publication (hors opération)	5 000 €		5 000 €
Informatique	**75 000 €**	**0 €**	**76 000 €**
Renouvellement équipements informatiques	5 000 €		30 000 €
Renouvellement marché téléphonique - nouveaux matériels téléphoniques des sites (CTM, Pôle social, RS R.Vergé et Agora)	70 000 €		
Logiciel de gestion des activités culturelles (Concerto)			6 000 €
Renouvellement équipements matériels et logiciel de la Médiathèque			40 000 €
Voirie	**397 000 €**	**51 400 €**	**1 173 000 €**
Marché à bon de commande	180 000 €		240 000 €
Protections incendie	10 000 €		10 000 €
Coordination concessionnaires	25 000 €		25 000 €
Aménagement de la rue de la Grange - Tranche 1 - Père Mathieu / Stade			250 000 €
Restructuration de la rue Henri Châtain	50 000 €	2 400 €	
RCVCB - Rue Léon Thivrier	132 000 €	49 000 €	
RCVCB - Rue Jean Jacques Rousseau			648 000 €
Cimetière Ville	**0 €**	**0 €**	**30 000 €**
Démolition et arasement du mur d'enceinte			30 000 €
Urbanisme	**142 000 €**	**0 €**	**100 000 €**
Acquisition immobilières	50 000 €		100 000 €
Programme de démolitions			
Démolition désamiantage bâtiments N°1 Place Victor Hugo	57 000 €		
Réintégration Chevantière dans budget principal (Part TVA)	35 000 €		

Année	2021		2022
Intitulé	***Montant TTC***	***Subventions prévisionnelles***	***Montant TTC***
Développement Durable - Sécurité	**43 000 €**	**0 €**	**36 000 €**
Travaux de conformité électrique et gaz ERP	15 000 €		15 000 €
AD'AP - Accessibilité des ERP (obligation règlementaire)			
Studios de Musique + Poterie	1 000 €		
Salle des Associations	3 000 €		
Gymnase Jean Pellez	9 000 €		
Stade Isidore Thivrier	15 000 €		
Stade de la Grange			10 000 €
Foyer des Anciens			1 000 €
Salle de musculation			10 000 €
Bâtiments	**457 970 €**	**223 250 €**	**0 €**
Stores côté rue - Foyer des anciens	3 600 €		
Espace caritatif Arc en Ciel - impostes pour ventilation des locaux	4 200 €		
MOE Réhabilitation - Construction École de Musique	50 000 €		
Réfection de la couverture de l'Église du Sacré Cœur	208 000 €	130 000 €	
RCVCB -Rénovation du beffroi de l'Hôtel de Ville	158 400 €	93 250 €	
mise en place eaux pluviales CTM	33 770 €		
Écoles / Jeunesses / Familles	**80 320 €**	**0 €**	**518 500 €**
École Edith Busseron			
Mise aux normes accessibilité Bât B 1ère cour	7 500 €		60 000 €
Volet roulants extérieurs salles de classe (N°14-15-19-20)	25 000 €		
Démolition des anciens sanitaires rénovation du préau			80 000 €
École Maternelle du Vieux Bourg			
Réfection des enduits de façades			22 000 €
Création d'une ouverture mur classe n°7	5 000 €		
École Maternelle du Bois			
Pose de faux plafonds et éclairage salle de jeux et circulations			35 000 €
École Maternelle du Bourbonnais			
Réhabilitation de classes et dortoirs et remplacement de menuiseries			230 000 €
École de Pourcheroux			
MOE - Nouveau restaurant scolaire - accueil périscolaire			50 000 €
Volets roulants extérieurs salles de classe	12 000 €		

Année	2021		2022
Intitulé	***Montant TTC***	***Subventions prévisionnelles***	***Montant TTC***
Contrôle d'accès entrée principale des 5 écoles	7 000 €		
Restaurants scolaires			
Rénovation de la salle de jeux RS Roger Vergé			19 000 €
Rénovation salle de jeux			22 500 €
Matériels restaurants scolaires / mobiliers et jeux écoles			
Four électrique 20 niveaux RS Vieux Bourg	17 600 €		
Lave-vaisselle RS Bois	2 800 €		
Mobiliers et équipements écoles	3 420 €		
Culture / Vie Associative	**469 160 €**	**235 000 €**	**0 €**
La Pléiade			
Rénovation énergétique	452 000 €	235 000 €	
AGORA			
4 Retours scène +Ampli + Flighteuse	16 200 €		
Plateforme pour régie spectacle	960 €		
Sports	**434 420 €**	**255 000 €**	**183 360 €**
Ring pour Karaté club	5 100 €		
Moquette Club House Tennis	33 000 €		
Renouvellement 3 auto laveuses	10 320 €		6 960 €
Rénovation surface artificielle d'escalade			52 800 €
Remplacement clôtures terrains de tennis			14 400 €
Gymnase 1			
Travaux isolation thermique et réfection de la toiture	386 000 €	255 000 €	
Salle de musculation			
Rénovation thermique			67 200 €
Réfection de la couverture			42 000 €
Sécurité	**47 500 €**	**0 €**	**65 000 €**
Fourniture et pose de défibrillateurs	12 500 €		
Remplacement de 24 projecteurs stade I. Thivrier			30 000 €
Mise en conformité SLT (Signalisation Lumineuse Tricolore) - Carrefour Barbusse/Thivrier/Péri	35 000 €		
Mise en conformité SLT (Signalisation Lumineuse Tricolore) - Carrefour Commune de Paris / J.A.Bayet			35 000 €

Année	2021		2022
Intitulé	***Montant TTC***	***Subventions prévisionnelles***	***Intitulé***
CTM	**80 000 €**	**2 000 €**	**120 000 €**
Cadre de Vie			
Acquisition de jeux	15 000 €	2 000 €	
Mobiliers urbains	8 000 €		
Acquisition petit matériel (débroussailleuses, tondeuse, tronçonneuse…)	7 500 €		
Brûleur	3 000 €		
Hydro mulching Cimetière	6 000 €		
Entretien patrimoine			
Acquisition panneaux rues Commentry	2 500 €		
Acquisition petit matériel (Détecteur d'identification chien, aspirateur, motopompe…)	3 000 €		
Tractopelle			75 000 €
Garage			
Véhicules légers	20 000 €		20 000 €
Saleuse poly benne			25 000 €
Broyeur d'accotement	15 000 €		
Divers	**5 330 €**		
POLICE MUNICIPALE -Taser	4 130 €		
Machine à relier	1 200 €		

Suite à l'incendie ayant touché l'école Busseron à l'automne dernier, les travaux seront réalisés en cours d'année mais la prise en charge par les assurances reste indéfinie.

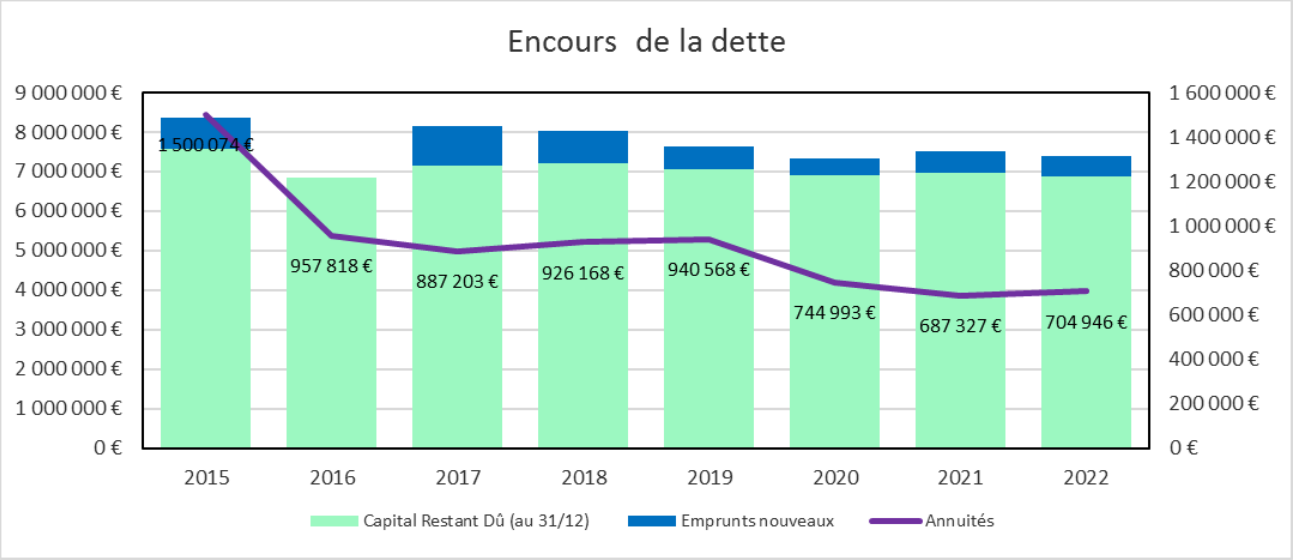
VII – ANNEXES DETTES

Comme le montre le tableau ci-dessous, le recours à l'emprunt est de 500 000 € sur les années 2020 à 2022 pour maintenir un cycle vertueux de désendettement (baissant en trois ans de près de 180 000 € le capital restant dû).

	Rétrospective					Prospective		
En euros	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Capital Restant Dû (au 01/01)	**7 890 448**	**7 589 028**	**6 853 463**	**7 162 705**	**7 217 563**	**7 046 234**	**6 893 487**	**6 899 181**
Remboursement en capital de la dette	1 086 383	735 638	690 758	745 141	771 329	597 147	549 906	563 394
Emprunts	768 645	0	1 000 000	800 000	600 000	444 400	555 600	500 000
Capital Restant Dû cumulé au 31/12 (*)	**7 589 028**	**6 853 463**	**7 162 705**	**7 217 563**	**7 046 234**	**6 893 487**	**6 899 181**	**6 835 787**

(*) sur les années 2015 et 2016 le montant du capital restant dû varie, une vérification de l'emprunt swap de la piscine est en cours afin de valider les chiffres.

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



Le tableau ci-dessus fait apparaître une importante annuité en 2015 qui correspond à la régularisation des emprunts de la piscine.

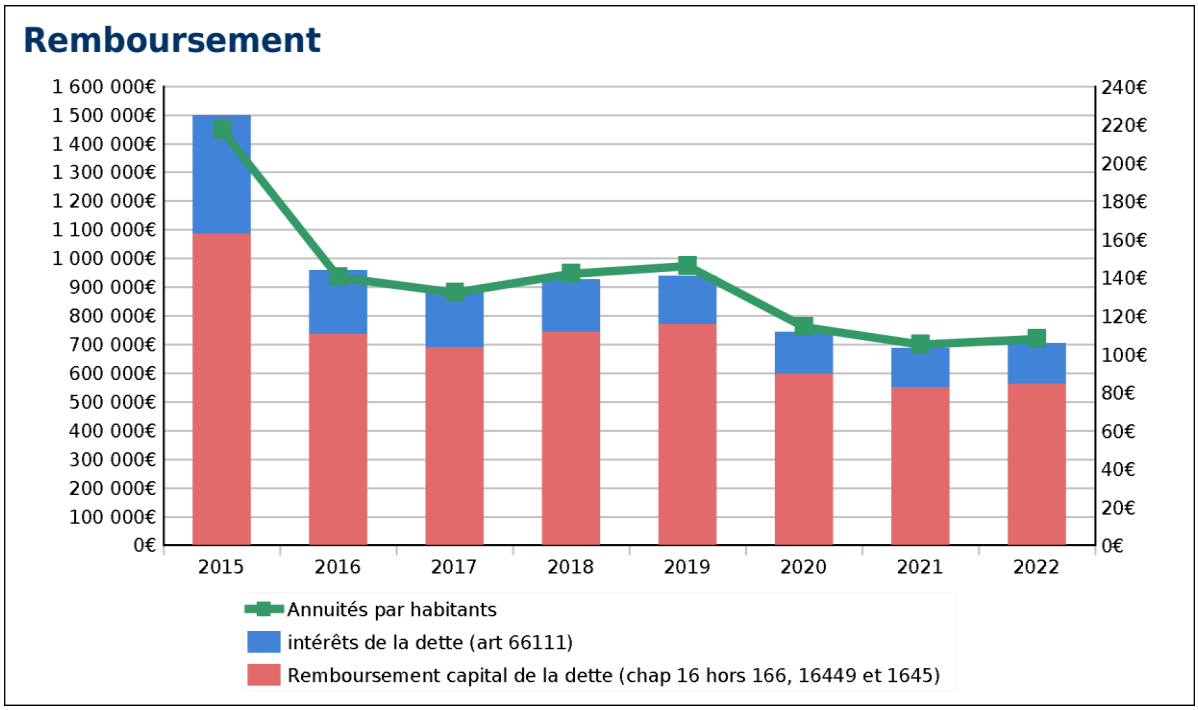
Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Annuités	1 500 074 €	957 818 €	887 203 €	926 168 €	940 568 €	744 993 €	687 327 €	704 946 €
Evolution n-1 (en %)	68,08 %	-36,15 %	-7,37 %	4,39 %	1,55 %	-20,79 %	-7,74 %	2,56 %
Capital en euro	1 086 383 €	735 638 €	690 758 €	745 141 €	771 329 €	597 147 €	549 906 €	563 394 €
Intérêts en euro	413 691 €	222 180 €	196 445 €	181 027 €	169 239 €	147 846 €	137 421 €	141 552 €

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Annuités	217 €	140 €	132	142 €	146 €	114 €	105 €	108 €
Capital	157 €	107 €	103 €	114 €	120 €	92 €	84 €	86 €
Intérêts	60 €	32 €	29 €	28 €	26 €	23 €	21 €	22 €

Ratio de désendettement

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	Rétrospective					Prospective		
	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	7 589 028 €	6 853 463 €	7 162 705 €	7 217 563 €	7 046 234 €	6 893 487 €	6 899 181 €	6 835 787 €
Épargne brute	**1 601 866** €	**1 889 891** €	**2 295 913** €	**1 904 798** €	**1 742 397** €	**869 960** €	**500 969** €	**972 046** €
Ratio de désendettement	4,74 ans	3,63 ans	3,12 ans	3,79 ans	4,04 ans	7,92 ans	13,77 ans	7,03 ans
Nouvelle épargne brute corrigée						**1 995 712 €**	**791 359 €**	
Nouveau ratio de désendettement						3,45 ans	8,72 ans	

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. A encours identiques, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette.

En moyenne, une collectivité emprunte sur des durées de 15 années. Ainsi, une collectivité qui a une capacité de désendettement supérieure ou égale à 15 ans est déjà en situation critique. On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans. Passé ce seuil, les difficultés de couverture budgétaire du remboursement de la dette se profilent en général pour les années futures. Le seuil de vigilance s'établit à 10 ans.

Les années 2020 et 2021 sont recalculées afin de neutraliser le remboursement des résultats d'eau et d'assainissement qui transitent par le budget général au S.M.E.A. Le ratio de 2021 reste donc dans la norme acceptable.

Vous trouverez ci-après la répartition de la dette sur la charte GISSLER.

LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS AU 31/12/2020

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	13					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	6 893 487 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.